

CONSULTATIONS DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

[Synthèse nationale]
[01 novembre 2012 au 30 avril 2013]



EFFICIENCE 3

B.P. 202
26, Rue Buirette
51057 REIMS CEDEX

☎ 03.26.79.75.89 📠 03.26.88.41.76

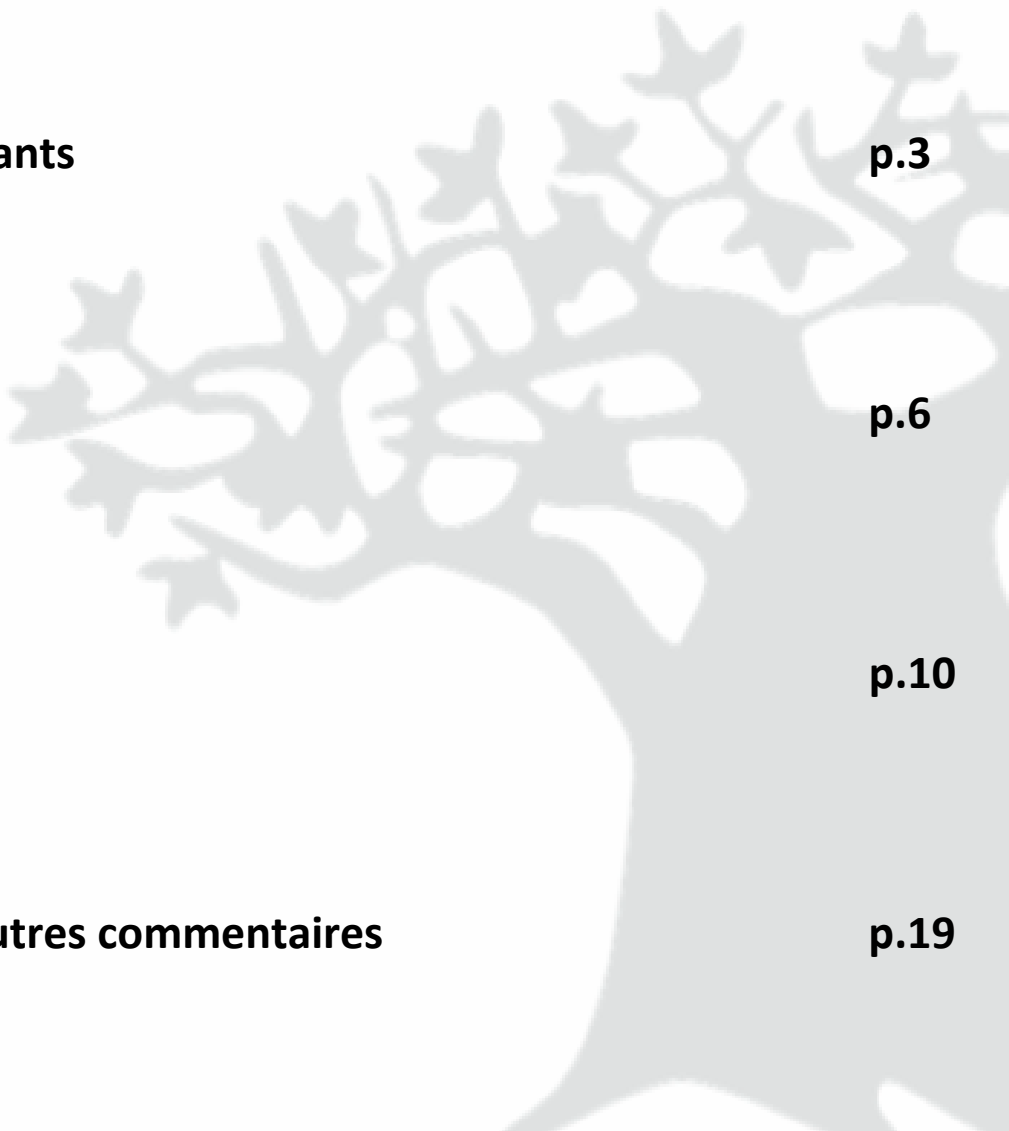
<http://www.efficience3.com>

LES
**COMITÉS
DE BASSIN**

Les offices de
l'eau

1er octobre 2013

SOMMAIRE

- 
- ❖ **Contexte de l'étude et profil des répondants** p.3
 - ❖ **Les enjeux partagés au niveau national** p.6
 - ❖ **Les enjeux des territoires (bassins)** p.10
 - ❖ **Les enjeux spontanément exprimés et autres commentaires** p.19

Contexte de l'étude et profil des répondants



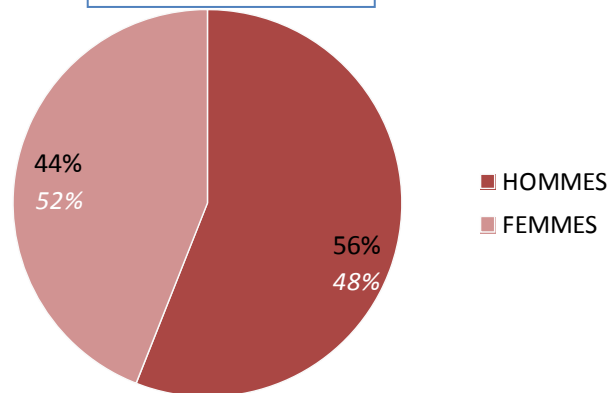
Contexte de l'étude

- Dans le cadre de la politique de l'eau nationale et européenne, des consultations du public sur **l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques** ont été organisées **entre le 1^{er} novembre 2012 et le 30 avril 2013** par les **Comités de bassin sur les territoires des grands bassins hydrographiques**. Ces consultations visaient à recueillir l'avis du public sur les grands enjeux identifiés par les acteurs de l'eau et les experts. Elles intervenaient dans un cadre réglementaire pour préparer les plans de gestion des eaux des grands bassins hydrographiques couvrant la période 2016-2021, les SDAGE (les plans de gestion des eaux deuxième génération des territoires concernés). Le public a été invité à s'exprimer principalement sur internet, notamment à l'aide d'un questionnaire, sur les grandes priorités de l'eau communes au pays et sur les enjeux propres à chaque bassin hydrographique. Des actions complémentaires ont été mises en place en fonction des politiques locales.
- Bien que l'objectif de ces consultations vise réglementairement une planification territoriale, il est apparu intéressant de présenter une synthèse de l'expression du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques, à partir des résultats analysés disponibles dans les bassins ***Loire-Bretagne, Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Seine-Normandie, Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée et Corse, ainsi que dans les bassins ultra-marins : Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Mayotte.***
- **Plus de 25 000** personnes ont exprimé leur opinion, montrant ainsi le vif intérêt du public pour le thème de l'eau.

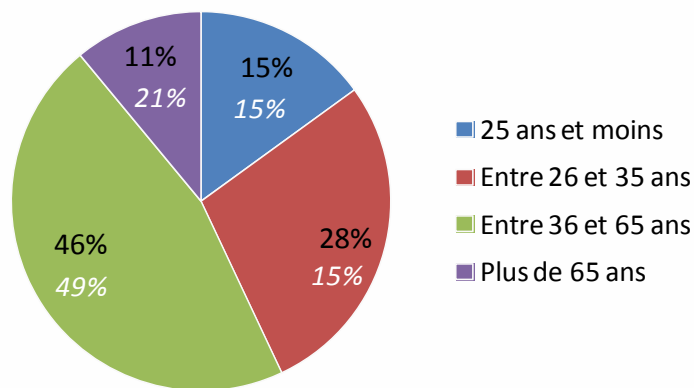
Profil des répondants

- Toutes les composantes de la population française se sont donc spontanément exprimées. On notera que dans quelques bassins d'outre-mer des jeunes ont également été **interrogés dans le cadre scolaire**.

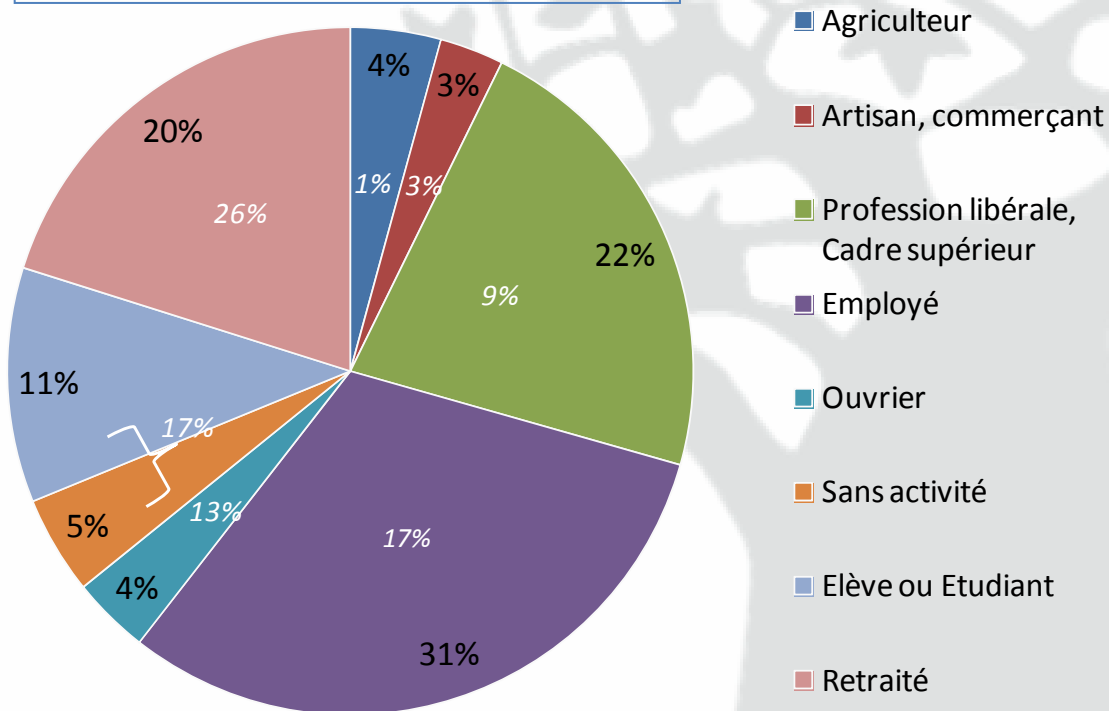
Genre



Age



Catégorie socio professionnelle



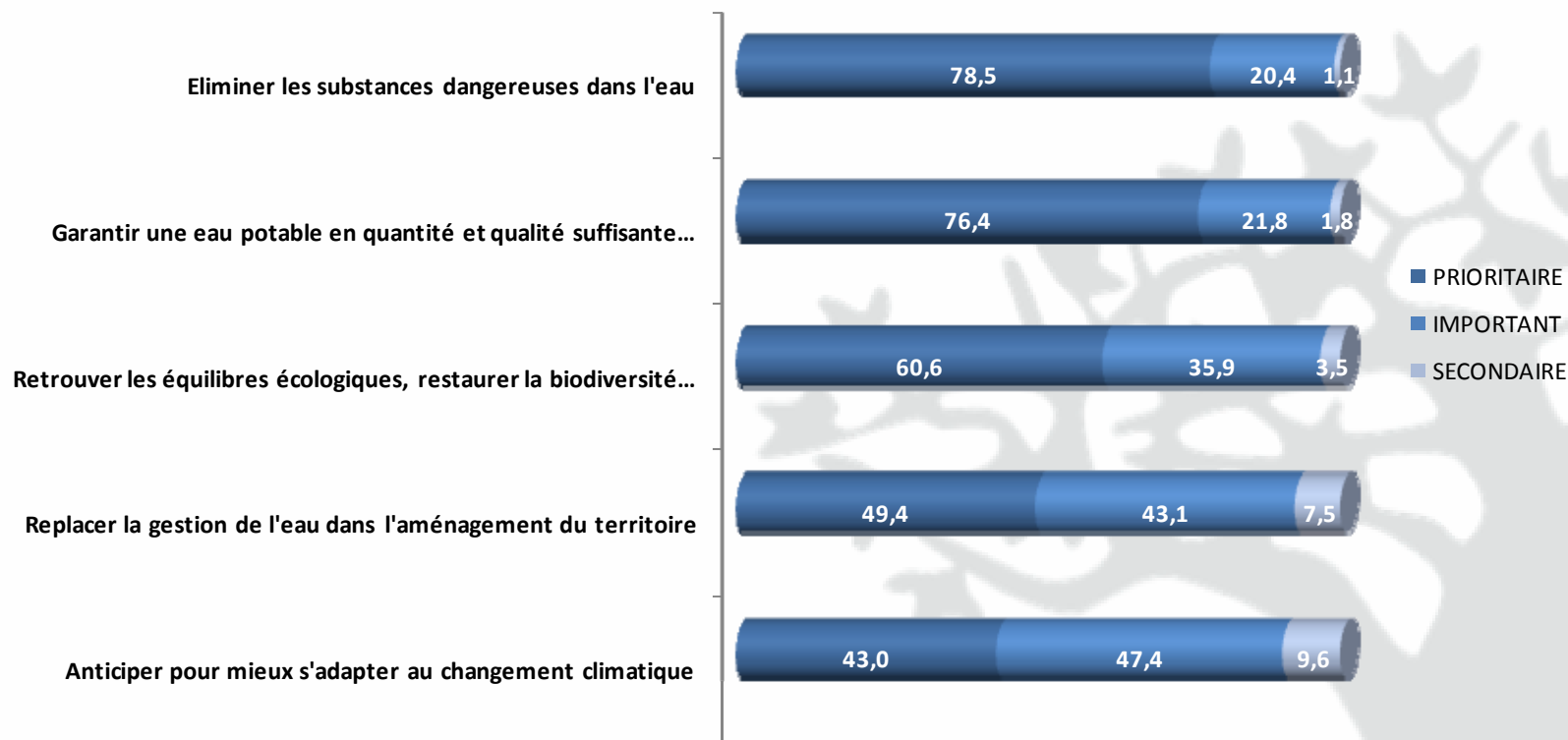
En blanc dans chaque graphique, les données nationales INSEE ont été reportées.

La mention profession intermédiaire (14%) n'ayant pas été proposée, il est possible que les répondants aient répondu dans la catégorie des cadres supérieurs ce qui limiterait largement la surreprésentation de cette catégorie. Par ailleurs la nomenclature INSEE intègre « les élèves ou étudiants » dans les « sans activité ».

Les enjeux partagés au niveau national



La priorité aux enjeux liés à la santé



➤ Les Français donnent la priorité aux enjeux liés à la santé devant les enjeux liés à l'écologie ou à l'aménagement du territoire. « **Eliminer les substances dangereuses dans l'eau** » et « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » sont les enjeux jugés les plus prioritaires à l'échelle nationale.

➤ Leur niveau de priorité est assez proche, plus de trois Français sur quatre les jugeant prioritaires.

La priorité aux enjeux liés à la santé

- Les deux enjeux les plus prioritaires se situent plus de 15 points devant « **Retrouver les équilibres écologiques, restaurer la biodiversité, véritable patrimoine naturel** », qui néanmoins est perçu comme prioritaire par 60% des Français.
- « **Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique** » est l'enjeu perçu comme le moins prioritaire au plan national. Il occupe la dernière place derrière « **Replacer la gestion de l'eau dans l'aménagement du territoire** ». Ces deux enjeux sont jugés prioritaires par moins d'un Français sur deux.

Peu d'écart entre les bassins

- Les classements observés au sein de chaque bassin présentent très peu d'écart avec le classement national.
- « **Éliminer les substances dangereuses dans l'eau** » et « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » occupent les deux premières places dans tous les bassins. L'ordre de priorité est simplement inversé en **Seine Normandie**, « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » y arrivant en première place.
- Pour le bassin **Rhône-Méditerranée**, la priorité est également donnée à un enjeu similaire « **Lutte contre les pollutions par les matières organiques, les fertilisants et les substances dangereuses** » devant « **Etat physique et fonctionnement biologique des cours d'eau, plans d'eau et du littoral** ».
- En outre-mer, « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » arrive en tête en **Guyane**, « **Replacer la gestion de l'eau dans l'aménagement du territoire** » en **Guadeloupe**.

Les enjeux des territoires (bassins)



Note de lecture :

Une synthèse statistique était impossible du fait de la diversité du questionnement (enjeux ou piste d'action, formulation des questions et items de réponse proposés, modes de recueil).

Les enjeux des territoires

- Dans leur ensemble, les enjeux qui ont été soumis au public dans chacun des bassins ont recueilli le soutien des habitants, mais également celui des partenaires institutionnels consultés quand cela a été le cas. Il convient par ailleurs de souligner qu'il existe une très forte interconnexion entre les différents enjeux, leurs conséquences et les moyens à mettre en œuvre.
- Quel que soit le bassin, on retrouve, à travers les priorités accordées aux enjeux locaux, des tendances identiques à la hiérarchisation des enjeux nationaux.
- Globalement, la priorité est donnée aux enjeux ayant pour objet **la préservation de la ressource en eau en luttant contre les pollutions et le gaspillage**, avant **la préservation et la restauration du caractère naturel des rivières et des équilibres écologiques**. Sur ces thèmes, les Français sont unanimes pour ce qui est de leur conférer un haut niveau de priorité.
- Les autres enjeux, ayant trait à **l'information, le développement des connaissances** ou **l'organisation de la gestion de l'eau**, sont également importants aux yeux des habitants des bassins, mais ils sont perçus comme moins prioritaires.

Les enjeux des territoires

- Les enjeux ayant pour objet **la préservation de la ressource en eau, en luttant contre les pollutions et le gaspillage**, recueillent le soutien du public dans de très larges proportions. Quel qu'en soient le type et l'origine, toutes les pollutions doivent être combattues le plus énergiquement possible. Rappelons ici le fort attachement rencontré dans tous les bassins au principe « **pollueur – payeur** ».
- L'objectif prioritaire est donc la qualité de l'eau pour la santé humaine et la vie des milieux aquatiques, afin que l'on puisse la boire durablement.
- Ainsi, ont un haut degré de priorité :
 - ❖ La préservation de **l'état des rivières, des lacs et des nappes souterraines, mais également des mers**, en ***Seine-Normandie, Rhône-Méditerranée, Loire-Bretagne, Artois-Picardie***.
 - ❖ La lutte contre **les pesticides ou herbicides, les nitrates, les métaux lourds et les substances dangereuses**, (***Adour-Garonne, Seine-Normandie***) dans l'agriculture mais également auprès des communes et des particuliers.
 - ❖ Les actions visant à améliorer **l'assainissement de eaux usées**, des particuliers et des entreprises, y compris dans les zones rurales (***Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Loire-Bretagne***).
 - ❖ Également, les actions visant à **une gestion plus économe en eau** ou encore **la réutilisation des eaux usées et de pluie**.
 - ❖ La lutte contre **les pollutions liées au ruissellement des eaux** (***Loire-Bretagne, Seine Normandie***).

Les enjeux des territoires

- **La préservation et la restauration du caractère naturel des rivières et des équilibres écologiques** est également un enjeu jugé prioritaire et très important.
- Il est clair que l'enjeu précédent, **la lutte contre les pollutions et le gaspillage, afin d'empêcher toute nouvelle dégradation des cours d'eau**, a également un impact sur cet enjeu. L'autre axe essentiel identifié comme prioritaire par le public est **la réhabilitation des zones humides** (*Artois-Picardie, Loire-Bretagne*), y compris le respect des **zones inondables et de leur caractère naturel**.
- Le développement de **la connaissance au service des milieux naturels aquatiques et la gouvernance territoriale** sont également des enjeux importants aux yeux du public. Ils sont toutefois moins importants et prioritaires que les deux enjeux précédents dans tous les bassins.
- La population met l'accent sur la nécessité **d'informer et de sensibiliser le public** (*Artois-Picardie, Rhin-Meuse*) afin de faire changer les comportements et aider à la prise de conscience collective.
- Enfin, concernant la gouvernance, le public rappelle fréquemment le besoin **d'agir ensemble**, en veillant à **impliquer les pouvoirs publics et les divers acteurs**, ceci, toutefois, dans le cadre de **structures simplifiées**. On observe, dans les bassins où cette question était posée, une forte sensibilité du public aux dépenses et au coût de l'eau potable.

Les enjeux des territoires

- En Outre-mer, on retrouve sensiblement les mêmes priorités : lutte contre les pollutions, y compris celles plus spécifiques à une région, telles que les **activités aurifères** (*Guyane*), et la préservation des milieux, en particulier **le milieu marin et la mangrove**.
- Il apparaît, toutefois, que la gestion de **l'accès à l'eau potable** est un point particulièrement sensible en Outre-mer (*Guadeloupe, Réunion, Mayotte*). C'est également le cas en *Martinique*, où l'on réclame l'utilisation de **nouvelles ressources (eaux souterraines)**.

Les enjeux spontanés et autres commentaires



Les enjeux spontanés

Note de lecture :

- *Au-delà des enjeux nationaux et locaux, le questionnaire utilisé pour la consultation offrait également la possibilité au public de donner ses commentaires et ses suggestions dans des zones d'expression libre (nouveaux enjeux ou commentaires sur le programme de travail et le calendrier).*
- *Sur les 25 000 participants, relativement peu de personnes ont exprimé un avis libre (environ une personne sur quatre). Les bassins **Loire-Bretagne** et **Adour-Garonne** ont été ceux pour lesquels les participants ont davantage utilisé la possibilité qui leur était offerte (une personne sur trois ayant exprimé un avis). A noter la situation particulière en **Rhône-Méditerranée** qui a proposé une approche exclusivement qualitative pour la consultation publique.*
- *Compte-tenu de la diversité de ces contributions, nous n'avons pu les hiérarchiser quantitativement avec précision. Nous avons regroupé ces propositions au sein des thèmes ci-dessous, et nous les présentons des « plus fréquemment évoqués » aux « moins évoqués » :*
 - ❖ *Pollution due aux substances rejetées dans l'environnement*
 - ❖ *La qualité de l'eau*
 - ❖ *La préservation des milieux et des ressources en eau*
 - ❖ *La communication vers le public*
 - ❖ *La gouvernance de l'eau*

Les enjeux spontanés

- Dans les citations, les Français ont exprimé très souvent, et sur de nombreux bassins, des remarques sur **la pollution due aux substances rejetées dans l'environnement**.
 - ❖ Ils veulent pour la plupart **taxer les pollueurs**, et **mettre en place des mesures visant à taxer interdire ou contrôler**
 - ❖ Limiter les pollutions dues à **l'agriculture** et favoriser une **agriculture davantage biologique**
 - ❖ Réduire les pollutions dues aux **nitrites**, mais également à d'autres substances **chimiques ou médicamenteuses**
- Un autre thème largement cité par les répondants concerne la préservation de la ressource en visant, d'une part, **l'entretien et la préservation des milieux naturels** (aspect qualitatif) et, d'autre part, le **stockage de l'eau et la lutte contre le gaspillage** (aspect quantitatif).
 - ❖ Pour l'entretien et la préservation des milieux naturels, on note principalement des avis sur la **restauration** des espaces naturels et la restauration et **préservation des milieux aquatiques** (comme, par exemple, **les zones humides, les cours d'eau et berges**). Il faut également préserver les écosystèmes des **dangers liés à l'urbanisation**. Des **aides** allant dans ce sens sont également suggérées pour récompenser les efforts réalisés.
 - ❖ Sur l'aspect quantitatif, il est suggéré d'**agir contre le gaspillage**, agricole en particulier, en recourant aux cultures moins gourmandes en eau et à une irrigation plus efficace (goutte à goutte, arrosage nocturne), mais également domestique (fuites dans les réseaux et installations) et de récupérer et stocker l'eau. On propose, pour répondre à ces questions, le développement de la récupération et de la **réutilisation des eaux de pluie**, mais également la création de **retenues d'eau** pour l'agriculture même si ce sujet fait plus débat dans certains bassins. A noter également la suggestion d'**utiliser l'eau de mer et d'organiser son recyclage**.

Les enjeux spontanés

- **La communication vers le public** est également un thème partagé dans tous les bassins, mais évoqué moins fréquemment.
- Cette communication a tantôt une **vocation informative** et tantôt une **vocation pédagogique** (venant ainsi contrebalancer le côté répressif et coercitif déjà énoncé).
 - ❖ Les répondants souhaitent connaître davantage les **décisions prises par l'Etat et les collectivités locales** au sujet de l'eau. Ils demandent en particulier une information sous forme de **bulletins de santé**, de **lettres d'information** ou d'un affichage public.
 - ❖ Ils demandent également que l'on **sensibilise la population sur la nécessité de préserver et économiser l'eau**, mais également **que l'on explique et sensibilise la population aux phénomènes de sécheresse**. A noter que des publics particuliers, tels que **les agriculteurs**, peuvent également être la cible de telles actions.
- **La distribution de l'eau** est un autre thème abordé spontanément par les Français, qui souhaitent insister sur la gestion de l'approvisionnement en eau.
 - ❖ Ils expriment clairement la volonté de voir la **distribution d'eau rester dans le domaine public**.
 - ❖ Le thème du prix de l'eau est également abordé. Ils estiment que le prix **ne doit pas augmenter** (plutôt **faire payer les pollueurs**), avec parfois la volonté d'un **prix de l'eau plus homogène dans un même bassin** ou par exemple la proposition d'un **prix de l'eau à 2 vitesses** (tarif bas pour la consommation de base, plus élevé au-delà).
 - ❖ Enfin, des répondants citent également l'importance de la **qualité de l'eau**, pour laquelle ils réclament **plus de transparence** (communication) et **un meilleur goût** (qualité organoleptique).

Les enjeux spontanés

- Le dernier thème est plus transverse : il s'agit de **la gouvernance de l'eau**.
 - ❖ La population a souhaité, outre les mesures à prendre déjà évoquées au cours des thèmes précédents, rappeler **l'urgence qu'il y avait à traiter la question de l'eau** dans son ensemble.
 - ❖ Cela passe par la **mise en place de « vraies politiques »** claires, conduites à leur terme et cohérentes entre elles, mais également **l'amélioration des systèmes de financement des projets liés à la gestion et à la préservation de l'eau**. Ce dernier point pouvant apparaître comme un frein du point de vue des partenaires institutionnels.
 - ❖ L'eau est **un bien public**, c'est-à-dire qu'il doit y avoir une **gestion publique de l'eau**. Toutefois les avis émis sont très partagés, allant de la **reconnaissance du travail des techniciens** à la **critique des élus**, et inversement, en passant par **la réduction du nombre d'intervenants**. A noter que, pour certains, le besoin d'une approche davantage territoriale avec un **regroupement des compétences et l'implication des divers acteurs et consommateurs** est une nécessité.

- D'autres enjeux ont été également exprimés. Ces enjeux peuvent être liés aux thèmes précédents.
 - ❖ Les catastrophes naturelles, et en particulier les phénomènes d'**inondations**, ont été évoqués, parfois en lien avec la question des zones humides ou des aménagements urbains et autres constructions.

 - ❖ **L'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste** a été suggérée.

Conclusions



Conclusions

- **Avec 25 000 participants au total**, la consultation publique montre l'intérêt que porte l'ensemble des Français à la question de **la gestion de l'eau et des milieux aquatiques**. Les partenaires institutionnels qui se sont exprimés ont également largement soutenu les propositions d'enjeux.
- Dans l'ensemble, les résultats montrent que les grands enjeux de l'eau partagés (questions importantes) qui ont été soumis à l'opinion des Français recoupent bien leurs préoccupations, tous ayant été déclarés **soit prioritaires, soit importants, par plus de 90 % de la population**.
- **L'élimination des substances dangereuses dans l'eau et la garantie d'un approvisionnement en eau potable, en quantité et qualité suffisante**, sont prioritaires pour la quasi-totalité des Français devant **la restauration des équilibres écologiques**.
- Sur les problématiques locales, deux thèmes recueillent également l'intérêt des Français : **état des eaux dans le milieu naturel et qualité de l'eau potable au robinet**.
- Nos concitoyens sont plus sensibles aux **questions actuelles** telles que les pollutions, l'eau du robinet qui peuvent avoir sur eux des **conséquences directes**, plutôt qu'à **l'anticipation des problèmes (changement climatique)**.
- A noter parmi les suggestions, la **politique de prévention liée aux inondations**, sujet ayant fait, il est vrai, l'actualité pendant la consultation.